

# Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

## Marché de service

**Location – maintenance avec option d’achat d’une structure pour manipulations microbiologique sécurisées d’agents biologiques de groupe 2**

N°251000031

### PROCEDURE :

**Appel d’offre ouvert conformément aux articles L. 2124-2 et R. 2124-1 du Code de la commande publique**

### POUVOIR ADJUDICATEUR :

**IFREMER  
Zone industrielle de la Pointe du Diable  
1625 route de Sainte-Anne  
29280 Plouzané**

**CCAG APPLICABLE : FCS (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services - Arrêté du 30 mars 2021)**

Suivi des modifications		
Indice	Objet	Date
A	Création du document	17/02/2025

## Table des matières

<b>1. Objet du marché – Dispositions générales .....</b>	<b>6</b>
1.1. Objet du marché .....	6
1.2. Cotraitance.....	6
1.3. Sous-traitance.....	6
<b>2. PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>7</b>
<b>3. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>7</b>
<b>4. DECOMPOSITION DU MARCHE.....</b>	<b>8</b>
4.1. Allotissements .....	8
4.2. Bons de commande.....	8
4.2.1 Passation des bons de commande – généralité .....	8
4.2.2 Contenu des Bons de commandes.....	8
4.2.3 Passations des Bons de commandes.....	8
<b>5. SUIVI DU MARCHE.....</b>	<b>9</b>
5.1. Représentant du titulaire.....	9
5.2. Représentant Ifremer.....	9
5.3. Ordre de service .....	9
5.4. Bilan annuel - réunions .....	9
<b>6. PRIX DU MARCHE .....</b>	<b>10</b>
6.1. Contenu des prix .....	10
6.2. Type de prix .....	10
6.3. Date d'établissement des prix .....	10
6.4. Variation dans les prix.....	10
6.4.1 Formule de révision de prix .....	10
6.4.2 Modalité de mise en œuvre de la révision .....	11
6.4.3 Clause butoir .....	12
<b>7. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS.....</b>	<b>12</b>
7.1. Avance.....	12
7.2. Règlement des prestations .....	12
7.2.1 Prestation de location et de maintenance – Poste 40 et 50 .....	12
7.2.2 Prestations ponctuelles - Poste 20, 30, 60, 70, 80, 90 et 100 .....	13
7.3. Délai global de paiement.....	13
7.4. Présentation des bons de commande.....	13

7.5. Présentation des demandes de paiement.....	14
<b>8. MODALITES D'EXECUTION .....</b>	<b>15</b>
8.1. Lieux d'exécution .....	15
8.2. Installation.....	15
8.3. Enlèvement .....	15
8.4. Contrôle des prestations de maintenance .....	15
8.5. Intervention en cas de dysfonctionnement de l'équipement.....	16
8.5.1 Délai d'intervention en cas de dysfonctionnement .....	16
8.5.2 Dysfonctionnement mineur .....	16
8.5.3 Dysfonctionnement majeur .....	17
8.5.4 Rapport d'intervention .....	17
8.6. Option d'achat de l'équipement.....	17
8.7. Confidentialité.....	17
8.8. Clause environnementale .....	18
<b>9. PENALITE.....</b>	<b>18</b>
9.1. Pénalité de retard.....	18
9.2. Autres pénalités.....	19
<b>10. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION .....</b>	<b>19</b>
<b>11. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>20</b>
<b>12. CLAUSE DE REEXAMEN - MODIFICATION DU MARCHE .....</b>	<b>20</b>
12.1. Modification des délais d'exécution.....	20
12.2. Modification des prix – option d'achat.....	21
12.3. Modification du plafond de la clause butoir .....	21
<b>13. AVENANT - MODIFICATIONS DU MARCHE .....</b>	<b>21</b>
13.1. Avenant modificatif .....	21
13.2. Prestations supplémentaires .....	21
13.3. L'avenant de transfert .....	22
<b>14. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE .....</b>	<b>22</b>
<b>15. GARANTIE.....</b>	<b>22</b>
<b>16. RESILIATION.....</b>	<b>23</b>
<b>17. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE.....</b>	<b>23</b>
<b>18. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS .....</b>	<b>23</b>

<b>19.</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>24</b>
<b>20.</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>24</b>

## 1. Objet du marché – Dispositions générales

### 1.1. Objet du marché

Le présent marché la location maintenance avec option d'achat d'une structure pour la manipulation microbiologique sécurisées d'agent biologiques de groupe 2.

### 1.2. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la Commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

### 1.3. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant avant tout début de prestation.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article L2193-5 du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

- Les pièces suivantes doivent être présentées au titre de toute déclaration de sous-traitance : Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4, disponible ci-joint) : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Déclaration de candidature relatif à la capacité économique, financière et technique du sous-traitant (formulaire DC2, disponible ci-joint) : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cette déclaration doit notamment comporter les informations suivantes :

- Chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices disponibles,
- Les moyens généraux de l'entreprise en personnel et matériel,
- Une liste de références similaires des prestations réalisées au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date ainsi que l'identité de la personne publique ou privée pour le compte de laquelle les prestations ont été réalisées ;
- Déclaration sur l'honneur ;
- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité sociale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- Liste des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fourni une liste indiquant pour chaque salarié sa date



d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;

- Justificatif de l'habilitation du signataire à engager la société.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

## 2. PIECES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services courants approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- A titre supplétif, l'offre technique du titulaire.

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui bien que non jointe est une pièce constitutive du marché, elle est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune de ces pièces, conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

## 3. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée **de 24 mois ferme**. Le marché est reconductible tacitement. Le nombre de reconduction est limité à **2 avec une durée de 12 mois par période de reconduction**, sans que la durée totale du marché (reconduction comprise) ne puisse excéder 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut par décision expresse décider de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou son représentant notifie au plus tard 2 mois avant la fin de validité du marché, la décision de non reconduction du contrat.

## **4. DECOMPOSITION DU MARCHÉ**

### **4.1. Allotissements**

Le présent marché n'est pas allotie.

### **4.2. Bons de commande**

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande mono attributaire conformément aux articles L2125-1 et R2162-2 du Code de la Commande Publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

#### **4.2.1 Passation des bons de commande – généralité**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les commandes émises avant le dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

#### **4.2.2 Contenu des Bons de commandes**

Le pouvoir adjudicateur peut commander les différents postes indiqués au Bordereau des prix unitaires (BPU).

#### **4.2.3 Passations des Bons de commandes**

Dans le cadre de la passation des bons de commande, aucun rythme de commande, aucune quantité minimale ou maximale ne peut être imposée. Aucun frais supplémentaire ne peut être facturé pour des commandes jugées trop faibles ou trop importantes.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courrier ou courriel avec demande d'accusé de réception expresse par la même voie.

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP,
- Le numéro et la date du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- L'objet de la prestation,



- La nature, les quantités et les prix unitaires des articles commandés,
- Le délai d'exécution du bon de commande
- Le cas échéant, les modalités d'exécution particulière du bon de commande,
- Le montant total HT et TTC,

## 5. SUIVI DU MARCHÉ

### 5.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

### 5.2. Représentant Ifremer

Dès la notification du marché, l'Ifremer désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

Les interlocuteurs Ifremer sont indiqués à l'article 4.9.2 du CCTP.

### 5.3. Ordre de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

### 5.4. Bilan annuel - réunions

Conformément à l'article 4.7 du CCTP, le titulaire s'engage à remettre un rapport annuel dans un délai de 1 mois à compter de la date anniversaire de l'exécution des prestations. Ce rapport annuel a vocation à permettre de disposer d'une vue synthétique de l'état de fonctionnement de l'équipement.

A cette date, le titulaire remettra également un état annuel des déchets collectés dans le cadre la prestations (art. 4.9.2 CCTP).

Ces rapports seront présentés à l'IFREMER par le titulaire lors d'une réunion sur le site de Plouzané ou en visioconférence.

L'Ifremer se réserve le droit d'organiser une réunion d'enclenchement des prestations ainsi que des réunions de suivi supplémentaire avec le titulaire du marché.

Ces réunions ne pourront pas faire l'objet de facturations supplémentaires à l'Ifremer.

## 6. PRIX DU MARCHÉ

### 6.1. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, Les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché et aux exigences du CCTP.

Les prix comprennent les éléments suivants :

- L'ensemble des prestations décrites au CCTP,
- L'installation, la maintenance et la désinstallation de l'équipement,
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires,

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

### 6.2. Type de prix

Les prix du marché définis au BPU sont : unitaires et forfaitaires.

### 6.3. Date d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

### 6.4. Variation dans les prix

#### 6.4.1 Formule de révision de prix

Les postes 20 et 30 sont fermes.

#### **Postes 40, 50, 70, 80, 90 et 100 :**

Les postes 60, 70, 80, 90 et 100 sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

Les postes 40 et 50 sont révisables à T0 + délai d'installation (art. 3 AE) + 12 mois. T0 correspond à la date de notification du bon de commande relatif au poste 20. Par suite, la révision est applicable tous les 12 mois à compter de la date de la première révision.

En cas de retard du titulaire sur le délai d'installation, la révision applicable est celle la plus favorable à l'Ifremer entre la révision à la date initiale telle que défini ci-dessus et la révision à la nouvelle date suite au retard.

Les prix des postes 40, 50, 70, 80, 90 et 100 sont révisables dans les conditions suivantes :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875(0,70 (\text{Indice1VR}/\text{Indice1V0}) + 0,30 (\text{Indice2VR}/\text{Indice2V0}))]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT

P<sub>0</sub> = prix initial en valeur mois de remise des offres

Indice VR = dernière valeur publié à la date de la révision de prix.

Indice V<sub>0</sub> : valeur de l'indice paru le mois de remises des offres.

L'indice 1 = est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaire et charge -Tous salariés – Industries mécaniques et électriques – identifiant Insee n°001565183 – accessible à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

L'indice 2 = indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ -énergies, biens intermédiaire et biens d'investissement – identifiant Insee n°010764358 – accessible à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764358>

#### **Poste 60 :**

Le prix est révisable annuellement à chaque date anniversaire du marché. Les prix sont révisables dans les conditions suivantes :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875 (\text{Indice1VR}/\text{Indice1V0})]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT

P<sub>0</sub> = prix initial en valeur mois de remise des offres

Indice VR = dernière valeur publié à la date de la révision de prix.

Indice V<sub>0</sub> : valeur de l'indice paru le mois de remises des offres.

L'indice 1 = est l'index divers de la construction – Poste transport routiers des index Travaux Publics – base 2010 - Identifiant Insee n°001711943 – accessible à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711943>

#### **6.4.2 Modalité de mise en œuvre de la révision**

Le titulaire adresse par courriel (cellule.marche@ifremer.fr) **au minimum 21 jours calendaires avant la date de la révision de prix** (soit la date anniversaire du marché), le détail des prix révisés. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de la révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. L'Ifremer dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. Les nouveaux prix entrent en vigueur après notification, par ordre de service, du Bordereau de prix unitaire révisé (BPU) au titulaire.

Pour la révision, seront appliqué les derniers indices connus et publiés à la date révision, soit la date anniversaire du marché. Si à la date de la révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Les prix révisés sont arrondis à deux décimales en application de la règle suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité

Les nouveaux prix s'appliquent aux prestations commandées postérieurement à la notification par ordre de service des prix révisés.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

#### 6.4.3 Clause butoir

La révision annuelle ne pourra pas avoir pour effet une **augmentation supérieure de plus de 3% du prix en vigueur d'une prestation du Bordereau des prix unitaires**. Le présent plafond s'apprécie par année de révision et pour chaque prestation indiquée au Bordereau de prix unitaire (BPU).

## 7. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

### 7.1. Avance

L'avance est versée pour chaque bon de commande remplissant les conditions fixées à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique :

- Montant du bon de commande supérieur à 50 000€ HT,
- Délai d'exécution du bon de commande supérieur à 2 mois,

Lorsque la durée d'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance est calculé sur la base du montant du bon de commande diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

### 7.2. Règlement des prestations

#### 7.2.1 Prestation de location et de maintenance – Poste 40 et 50

Le titulaire peut prétendre au paiement d'acompte mensuel à partir de la date de notification du bon de commande. En toutes circonstances, les acomptes commencent à être versés à compter de la date d'installation effective du bâtiment modulaire sur le site Ifremer.

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations, l'acompte est soit réduit, soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Le titulaire peut regrouper la facturation afférente à plusieurs bons de commande en spécifiant et détaillant les montants des acomptes correspondant à chaque commande.

Le dernier paiement mensuel (solde) constitue un règlement définitif non susceptible d'être remis en cause.

En cas de dysfonctionnement ou d'anomalie dans l'exécution des prestations du marché, le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve possibilité de suspendre ou de réduire le montant de l'acompte jusqu'à ce que le dysfonctionnement ou l'anomalie soit corrigé par le titulaire.

Le cas échéant, les acomptes ou au plus tard le solde seront diminués des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

### **7.2.2 Prestations ponctuelles - Poste 20, 30, 60, 70, 80, 90 et 100**

Les prestations ponctuelles font l'objet paiement unique et définitif après service fait.

Le titulaire peut regrouper la facturation afférente à plusieurs bons de commande en spécifiant et détaillant précisément dans la facture, le montant de chaque prestation ayant fait l'objet d'une commande.

En cas de dysfonctionnement ou d'anomalie dans l'exécution des prestations du marché, le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve possibilité de suspendre ou de réduire le montant de l'acompte jusqu'à ce que le dysfonctionnement ou l'anomalie soit corrigé par le titulaire.

Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

## **7.3. Délai global de paiement**

Les factures sont réglées à trente (30) jours à compter de la date de transmission de la facture sur CHORUS par virement au numéro de compte du Titulaire sous réserve de livraison de l'ensemble des livrables et de levée de toutes les réserves. Si le délai de règlement par le Pouvoir Adjudicateur d'une facture du Titulaire devenue exigible est supérieur à trente (30) jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

## **7.4. Présentation des bons de commande**

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire,
- Le numéro et l'objet du marché,
- Le numéro SAP,
- Le numéro et la date du bon de commande,

- Le lieu de livraison,
- L'objet de la prestation,
- La nature, les quantités et les prix unitaires des articles commandés,
- Le délai d'exécution du bon de commande
- Le cas échéant, les modalités d'exécution particulière du bon de commande,
- Le montant total HT et TTC,

## 7.5. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du Titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

Les factures seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné sera suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'une des adresses suivantes :



<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE\_DOM

## 8. MODALITES D'EXECUTION

### 8.1. Lieux d'exécution

Le lieu d'exécution est le site Ifremer de Plouzané, à l'adresse suivante :

Ifremer – Centre Bretagne  
ZI de la pointe du diable  
29280 PLOUZANE

### 8.2. Installation

L'installation doit intervenir un jour ouvrable. Le titulaire informera le représentant Ifremer des dates et horaires de l'opération. Cette information doit intervenir 10 jours ouvrés avant la date d'installation. Sur demande de l'Ifremer, les parties fixent conjointement la date d'installation.

L'installation conforme de la structure doit être réalisée dans le délai indiqué par le titulaire à l'article 3 de l'acte d'engagement. En cas de non-respect de ce délai, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer la pénalité N°1 de l'article 9.1.

Le titulaire assurera les prestations d'installation conformément à l'article 4.5 du CCTP. Les opérations d'installation sont sous la responsabilité du titulaire.

### 8.3. Enlèvement

La désinstallation doit intervenir un jour ouvrable. Le titulaire informera le représentant Ifremer des dates et horaires de l'opération. Cette information doit intervenir 10 jours ouvrés avant la date de désinstallation. Sur demande de l'Ifremer, les parties fixent conjointement la date de réalisation des opérations d'enlèvement.

Un délai maximum de 2 mois entre la notification de la commande de désinstallation et le départ de la structure de l'IFREMER est attendue. En cas de non-respect de ce délai, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer la pénalité N°2 de l'article 9.1.

Le titulaire assurera les prestations d'enlèvement conformément à l'article 4.8 du CCTP. Les opérations d'enlèvement des prestations sont sous la responsabilité du titulaire.

### 8.4. Contrôle des prestations de maintenance

L'Ifremer se réserve le droit de réaliser des contrôles inopinés permettant de vérifier la bonne réalisation des opérations de maintenance. La mauvaise exécution des prestations peut être rapportée par tous moyens (photo, vidéo...). En cas de défaut de réalisation des prestations, la procédure ci-dessous est applicable :

- L’Ifremer notifie au titulaire, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les prestations devant faire l’objet d’une reprise. A compter de la date de cette notification, le titulaire dispose de 48 heures ouvrables pour mettre en place une action corrective. Sur demande écrite du titulaire, l’Ifremer se réserve le droit de laisser un délai d’intervention supérieur au titulaire. Dans ce cas, l’Ifremer adresse par mail le délai contractuel applicable.
- En l’absence de mise en œuvre d’action corrective considérée comme suffisante au terme du délai d’intervention, l’Ifremer se réserve le droit d’appliquer la pénalité N°3 prévues à l’article 9.1. De plus, en cas d’indisponibilité totale ou partielle de la structure et/ou de ses équipements, l’Ifremer se réserve le droit d’appliquer la pénalité N°3 de l’article 9.2. Par dérogation à l’article 14.2.2 du CCAG/FCS, l’indisponibilité de l’équipement débute le lendemain de l’expiration du délai d’intervention. L’indisponibilité s’achève conformément à l’article 14.2.3 du CCAG/FCS.

En dernier ressort, l’Ifremer se réserve le droit de suspendre le paiement des acomptes pour la prestation de maintenance et/ou de location.

A noter que l’Ifremer se réserve également le droit de réaliser des contrôles contradictoires en présence du représentant du titulaire. Ces contrôles pourront être réalisés au maximum une (1) fois par semestre. L’Ifremer informe le titulaire de la date et l’heure de ces contrôles. La procédure ci-dessus s’applique au contrôle contradictoire.

## 8.5. Intervention en cas de dysfonctionnement de l’équipement

### 8.5.1 Délai d’intervention en cas de dysfonctionnement

En cas de dysfonctionnement de la structure et/ou de ses équipements intégrés, le titulaire s’engage à intervenir dans le délai indiqué à l’article 3 de l’acte d’engagement, à compter de la date d’envoi par mail de la demande d’intervention. Le titulaire s’engage à mettre tous les moyens nécessaires en œuvre afin de rétablir le bon fonctionnement de l’installation et de ses équipements. Le titulaire est soumis à une obligation de résultat en la matière.

### 8.5.2 Dysfonctionnement mineur

Un dysfonctionnement mineur est un dysfonctionnement qui peut faire l’objet d’une réparation dans le délai de d’intervention (art. 3 AE).

En cas de dysfonctionnement mineur, le délai de réparation se confond avec le délai d’intervention indiqué à l’article 3 de l’acte d’engagement. Toutefois, l’Ifremer sur demande écrite du titulaire pourra fixer un délai de réparation supérieur. Dans ce cas, l’Ifremer adresse par mail le délai contractuel de réparation applicable.

En toute hypothèse, le titulaire s’engage à respecter le délai de réparation. En cas de non-respect, l’Ifremer se réserve le droit d’appliquer la pénalité N°3 de l’article 9.1.

En cas d’indisponibilité totale ou partielle de la structure et/ou de ses équipements, l’Ifremer se réserve le droit d’appliquer la pénalité N°3 à l’article 9.2. Par dérogation à l’article 14.2.2 du CCAG/FCS, l’indisponibilité de l’équipement débute le lendemain de l’expiration du délai d’intervention/réparation. L’indisponibilité s’achève conformément à l’article 14.2.3 du CCAG/FCS.

En dernier ressort, l’Ifremer se réserve le droit de suspendre le paiement des acomptes pour la prestation de maintenance et/ou de location.

### **8.5.3 Dysfonctionnement majeur**

En cas de dysfonctionnement ne pouvant pas faire l'objet d'une réparation dans le délai d'intervention indiqué à l'acte d'engagement, le titulaire notifie à l'Ifremer l'état du dysfonctionnement et les opérations nécessaires pour y remédier. A compter de cette notification, le titulaire dispose de 10 jours ouvrés pour réaliser la réparation. Toutefois, l'Ifremer sur demande écrite du titulaire pourra fixer un délai de réparation supérieur. Dans ce cas, l'Ifremer adresse par mail le délai contractuel de réparation applicable.

En toute hypothèse, le titulaire s'engage à respecter le délai de réparation. En cas de non-respect, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer la pénalité N°3 de l'article 9.1.

En cas d'indisponibilité totale ou partielle de la structure et/ou de ses équipements, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer la pénalité N°3 à l'article 9.2. Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG/FCS, l'indisponibilité de l'équipement débute le lendemain de l'expiration du délai de réparation. L'indisponibilité s'achève conformément à l'article 14.2.3 du CCAG/FCS.

En dernier ressort, l'Ifremer se réserve le droit de suspendre le paiement des acomptes pour la prestation de maintenance et/ou de location.

### **8.5.4 Rapport d'intervention**

Le titulaire transmet un rapport d'intervention pour chaque opération de maintenance réalisée. Ce rapport contient les éléments présentés à l'article 4.7 du CCTP. Ce document doit être transmis dans un délai de 15 jours calendaires suivant la date de réalisation de l'opération de maintenance.

## **8.6. Option d'achat de l'équipement**

L'Ifremer a la possibilité d'activer son option d'achat de l'installation et des équipements intégrés. Avant l'achat, un état des lieux de la structure et de ses équipements peut être réalisé entre les parties. Ils doivent être en parfaite état de fonctionnement au moment de l'achat.

En cas d'achat intervenant entre deux paliers de location indiquée au Bordereau des prix unitaires, les parties ont la possibilité de réexaminer le prix dans les conditions de l'article 12.2. A défaut de réexamen des prix, il est retenu le palier de location le plus proche à la date de l'achat.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, le transfert de propriété intervient à la date du paiement de l'équipement sur le compte bancaire du titulaire.

## **8.7. Confidentialité**

L'ensemble des documents et informations transmis au cours de l'exécution du présent marché, quel qu'en soit le support et la forme, sont strictement confidentiels.

Le titulaire s'engage à la stricte confidentialité de toutes les informations dont il aurait à connaître au cours de sa mission.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants et fournisseur des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses fournisseurs.

Le non-respect de l'obligation de confidentialité est considéré comme une faute de nature à conduire l'Ifremer à résilier le marché aux torts du titulaire aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de toute poursuite judiciaire.

## 8.8. Clause environnementale

Dans le cadre du présent marché, l'entreprise attributaire prendra soin de mettre en place des mesures environnementales appropriées pour réduire les quantités, en volume et en poids des emballages et cartons utilisés dans le cadre de l'exécution des prestations.

Tous les livrables doivent être mis à disposition au format dématérialisé (format.pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou écolabellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

## 9. PENALITE

Les pénalités ci-dessous peuvent être appliquées, sur les acomptes versés au Titulaire tout au long du marché et le cas échéant au solde. Les taxes ne s'appliquent pas sur les pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/MI les pénalités sont applicables sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS le montant des pénalités définies ci-dessous est plafonné à 20% maximum du montant HT du montant de l'ensemble des prestations commandées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/MI le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ pour l'ensemble du marché.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté pour l'Ifremer de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités ci-dessous peuvent être appliquées cumulativement.

**En toute hypothèse, l'Ifremer se réserve le droit d'appliquer, de ne pas appliquer ou d'appliquer partiellement les pénalités indiquées aux articles suivants.**

Le présent article complète l'article 14 du CCAG/MI.

### 9.1. Pénalité de retard

Les pénalités s'appliquent en cas de retard par rapport aux délais indiqués à l'acte d'engagement et le cas échéant aux délais indiqués au CCAP et CCTP.

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Le montant des pénalités applicable par jour calendaire sont indiqués ci-dessous :

N°	Pénalités	Occurrence	Valeur HT	Précisions
1	Non-respect du délai de mise en service de l'installation	Journalière	200,00€	Pénalité applicable en cas de non-respect du délai de mise en service de l'installation indiqué à l'acte d'engagement (art.3) (art. 8.2 CCAP). Pénalité application par jour calendaire de retard.
2	Non-respect du délai de retrait de l'installation	Journalière	200,00€	Pénalité applicable en cas de non-respect du délai de retrait de la structure (art.8.3 CCAP et 4.8 CCTP)
3	Non-respect du délai d'intervention/ réparation	Journalière	200,00€	Pénalité applicable en cas de non-respect des délais indiqués aux articles 8.4, 8.5.1, 8.5.2 et 8.5.3 du CCAP. Pénalité applicable par jour calendaire.

## 9.2. Autres pénalités

N°	Pénalités	Occurrence	Valeur HT	Précisions
1	Absence aux réunions	Forfaitaire	75,00€	Applicable de plein droit suite à la constatation de l'absence. Une absence est constatée à compter de 20 minute de retard à une réunion.
2	Absence de transmission de documents au cours d'exécution	Journalière	50,00€	Pénalité applicable en l'absence de transmission dans les délais des documents contractuels (art. 4.6 CCT ; art. 4.10 CCTP ; art. 4.9.2 CCTP ; 4.7 CCTP ; art. 5.4 CCAP ; art. 8.5.4 CCAP)
3	Indisponibilité de l'installation	Journalière	200,00€	Pénalité applicable par jour calendaire en cas d'indisponibilité total ou partiel de la structure et/ou de ses équipements (art. 8.4 ; 8.5.2 et 8.5.3 CCAP)

## 10. VERIFICATIONS ET DECISIONS APRES VERIFICATION

L'Ifremer effectue les opérations de vérification au moment de la livraison. A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce une décision telle que définie à l'article 30 du CCAG/FCS :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, la décision d'admission ne peut pas être une décision tacite.

## **11. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les dispositions des articles 34 à 37 du CCAG s'applique.

## **12. CLAUSE DE REEXAMEN - MODIFICATION DU MARCHÉ**

Les parties envisage de bonne foi la modification du présent contrat.

En toutes hypothèses, les modifications ne pourront pas porter atteinte à la nature globale du marché et aux principes de la commande publique.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent contrat.

Le présent article complète l'article 25 du CCAG/FCS.

### **12.1.Modification des délais d'exécution**

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, la modification suivante est autorisée :

- La modification des délais d'exécution indiqué à l'acte d'engagement.

En cas de difficulté rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels, le titulaire pourra adresser une demande de modification des délais d'exécution. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les causes faisant obstacles au respect des délais contractuels. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. A cette occasion, il indique la prolongation sollicitée. Les parties pourront organiser une réunion afin d'examiner conjointement la situation. A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais.

S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation sera notifiée par ordre de service au titulaire. Le ou les délais prolongés remplacent les délais indiqués par le ou les bons de commande correspondants ou par l'acte d'engagement.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision du pouvoir adjudicateur s'impose au titulaire qui devra se conformer aux délais fixés par le ou les bons de commandes correspondants, sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

L'Ifremer se réserve le droit de prolonger les délais d'exécution par ordre de service. Au préalable, les parties pourront examiner conjointement la prolongation nécessaire à la bonne exécution des prestations.



## 12.2. Modification des prix – option d’achat

En application de l’article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La modification des prix indiqués aux postes 70, 80, 90 et 100 du Bordereau des prix unitaires (BPU).

En cas d’achat intervenant entre deux paliers de location indiquée aux postes 70, 80, 90 et 100 du BPU, les parties ont la possibilité de réexaminer le prix de l’option d’achat. Le réexamen est initié par l’Ifremer. La modification est conclue par avenant. En cas de refus d’une des parties de mettre en œuvre la présente clause, les prix indiqués au Bordereau des prix unitaires (BPU) restent en vigueur.

## 12.3.Modification du plafond de la clause butoir

En application de l’article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir.

Le réexamen est déclenché par la survenance d’un événement imprévue au sens de l’article R. 2194-5 du code de la commande publique. Le titulaire signale à l’acheteur, par tout moyen permettant de déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. L’acheteur exigera du titulaire du contrat la production d’un mémoire justificatif exposant les circonstances précises des perturbations entachant son exécution normale et leurs impacts chiffrés pour les prix.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l’Ifremer mais est initié par le seul Titulaire.

# 13. AVENANT - MODIFICATIONS DU MARCHÉ

## 13.1.Avenant modificatif

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique, notamment si des services complémentaires sont devenus nécessaires.

## 13.2.Prestations supplémentaires

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de 50 % du montant du marché initial avec le titulaire du marché initial, pour des prestations supplémentaires devenus nécessaires et qui ne figuraient pas dans le marché initial. Il faut en outre qu’un changement de titulaire :

- soit impossible pour des raisons économiques ou techniques
- et présente un inconvénient majeur ou risque d'entraîner une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

La modification prend alors la forme d'un marché complémentaire.

### 13.3.L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

## 14. MARCHE NEGOCIE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement dans les conditions suivantes :

- Pour la réalisation de prestations similaires. Sont considérées comme des prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché.
- La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initiale.
- La mise en concurrence du marché initiale doit avoir pris en compte le montant total envisagé.

## 15. GARANTIE

En application de l'article 33.1 du CCAG/FCS, les fournitures font l'objet d'une garantie minimale d'un (1) an. En cas de garantie plus favorable du titulaire, elle s'applique en lieu et place de la garantie du CCAG/FCS.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais les fournitures qui seraient reconnues défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur. Le titulaire s'engage à remplacer ou réparer les fournitures défectueuses dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la demande de l'Ifremer.

Cette garantie couvre les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux. Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

## **16. RESILIATION**

En complément à l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

En complément de l'article 41 du CCAG/FCS, en cas d'indisponibilité prolongée et/ou répétée de l'équipement, l'Ifremer se réserve le droit de résilier le marché pour faute.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

## **17. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE**

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

## **18. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS**

Conformément à la réglementation issue du code du travail, le Titulaire fournit à l'IFREMER à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestations d'assurances civile et professionnelle en cours de validité portant sur des garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Chaque cotraitant et/ou sous-traitant présenté dans l'offre devra également transmettre ces certificats et attestations.

## **19. REGLEMENT DES LITIGES**

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'exécution du contrat, l'Ifremer et le titulaire pourront recourir à la conciliation par le biais du médiateur des entreprises conformément aux dispositions des articles R2197-23 et R2197-24 du Code de la Commande Publique. Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation. En cas de recours, le litige est porté devant le tribunal compétent.

## **20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

- \* L'article 2 déroge à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS
- \* L'article 4.2.1 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS
- \* L'article 4.2.1 déroge à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS
- \* L'article 5.3 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS
- \* L'article 6.1 complète l'article 10.1.3 du CCAG/FCS
- \* L'article 8.5.2 et 8.53 déroge à l'article 14.2.2 du CCAG/FCS
- \* L'article 9 déroge à l'article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/FCS
- \* L'article 9 complète l'article 14 du CCAG/FCS
- \* L'article 10 déroge à l'article 28.2 du CCAG/FCS
- \* L'article 16 complète l'article 41 du CCAG/FCS